



**SORRY,
NOS SUBSIDES SE
TROUVENT AU PANAMA !**

Musique, littérature, poésie, arts visuels, cinéma, danse, théâtre ... voilà autant d'aspects essentiels de ce qui fait notre humanité. La diversité de l'art d'aujourd'hui est malheureusement menacée. Nos gouvernements réduisent les subsides attribués à l'art et à la culture et ceux qui en souffrent sont surtout les artistes qui ne s'inscrivent pas dans les circuits commerciaux.

Nous ne voulons pas de constructions fiscales qui sont autant d'opportunités offertes aux riches, dont le plus grand talent réside dans l'évasion fiscale et l'art de la culture-offshore.

Nous voulons une culture pour tous et par tous.



QUEL EST SON RÔLE DANS

**L'affaire
Panama ?**

Le fossé entre les plus riches et les plus pauvres n'a jamais été aussi grand.

Au bas de l'échelle, on retrouve tous ceux qui souffrent de la faim, qui n'ont accès ni à l'eau potable, ni à des installations sanitaires convenables, ni à l'enseignement, ni aux soins de santé.

Une aide internationale supplémentaire de 150 milliards de dollars par an pourrait suffire à couvrir d'ici à 2030 les principaux besoins sociaux dans les pays pauvres.

Suite à différents montages, on estime que les pays en voie de développement perdent, chaque année, 156 milliards de dollars de recettes fiscales qui aboutissent dans ces paradis fiscaux.



**LES
BANQUES
SAVENT
POURQUOI**

Les banques constituent, avec les avocats fiscalistes et les cabinets de consultation, un maillon indispensable de l'évasion fiscale vers les centres offshore. En Belgique, l'évasion fiscale est évaluée à 20 milliards d'euros minimum, par an.

Offshoreleaks, Luxleaks, et maintenant les Panama Papers nous rappellent qu'ici en Belgique aussi, on pratique allègrement la fraude et l'évasion fiscales.

Les banques belges sauvées de la faillite – comme BNP Paribas Fortis – ont remercié l'Etat en aidant les riches contribuables et les sociétés multinationales à pratiquer l'optimisation fiscale ! Les impôts, c'est donc pour les pauvres !

UNE AUTRE FISCALITÉ EST POSSIBLE

En Belgique, l'économie travaille principalement pour enrichir les 10% les plus riches. En revendiquant plus de justice fiscale, le Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) et Financieel Actie Netwerk (FAN) travaillent dans l'intérêt de 90% de la population. Dans le vôtre aussi !

C'est pourquoi le RJF et le FAN réclament :

- La suppression du secret bancaire fiscal en Belgique et l'obligation d'exiger des intermédiaires financiers qu'ils fournissent toute l'information nécessaire à la bonne connaissance des avoirs de tous les contribuables belges.
- La suppression des intérêts notionnels.
- La mise en place d'un cadastre des fortunes.
- Un impôt progressif sur les fortunes supérieures à un million d'euros.
- La publication obligatoire par les entreprises transnationales d'un rapport pays par pays de leurs activités, de leur chiffre d'affaires, de leurs salariés, de leurs profits et des impôts payés. Cela permettrait d'identifier les mécanismes d'évasion fiscale et d'imposer les entreprises dans les pays où ont lieu leurs activités.
- Une taxation des transactions financières.

**Ne laissez pas échapper
les grosses fortunes !**



Plus d'informations sur les revendications du RJF sur le site : www.lesgrossesfortunes.be



Membres du RJF : A.C.R.F., Agir pour la Paix, ATTAC Wallonie-Bruxelles, C.A.D.T.M. Caritas Catholica, CETRI, CGé, C.G.S.L.B., C.J.C., C.N.C.D - 11.11.11, C.N.E., Collectif Roosevelt.BE, Collectif Solidarité contre l'Exclusion, Crédal, C.S.C., Entraide et Fraternité/Vivre Ensemble, Equipes Populaires, F.D.S.S., F.G.T.B., la F.G.T.B. wallonne, Fraternité séculière Charles de Foucauld, G.R.E.S.E.A., I.E.W., ITECO, JOC, Justice et Paix, Kairos Europe (W-B), La Lucarne, MOC, Oxfam Solidarité, P.A.C., Peuples Solidaires, Réseau Financement Alternatif, Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, U.N.S.P.

Editeur responsable: D. Puissant, 48, rue du Beau Mur, 4030 Liège - Ne pas jeter sur la voie publique.

Tax Justice Day

**LES GENS
NE
SONT PAS DES
DÉCHETS**



**Ne laissez pas échapper
les grosses fortunes**



LES GENS NE SONT PAS DES DÉCHETS

Depuis plus de trente ans, on assiste, en Belgique et en Europe, au démantèlement lent et progressif des services publics. Les soins de santé, les transports en commun, la justice, l'enseignement, la culture, le logement public, l'accueil de la petite enfance, les maisons de repos, etc. : aucun secteur n'est épargné.

Le déficit public est la justification suprême des économies réalisées. Plus d'argent dans les caisses ? Pourtant, l'argent circule ... mais vers les paradis fiscaux !

Les **Panama Papers** ont révélé dernièrement l'évasion fiscale pratiquée à grande échelle qui a fait perdre des dizaines de milliards à l'Etat. De riches contribuables et des sociétés multinationales ont utilisé des sociétés écrans dans les paradis fiscaux pour dissimuler leurs patrimoines. Les 732 Belges ou résidents belges identifiés par les **Panama Papers** ne constituent que la partie émergée de l'iceberg.

Quand le pouvoir politique ouvrira-t-il les yeux pour fermer les circuits opaques utilisés pour pratiquer la fraude et l'évasion fiscales, blanchir l'argent de la corruption et financer le terrorisme ?



Il y a moins de 8% de logements sociaux en Wallonie et à Bruxelles. Pourtant, 40.000 ménages wallons sont sur des listes d'attente. Et un Bruxellois sur deux pourrait y avoir droit, vu la faiblesse de ses revenus.

Les pouvoirs publics régionaux mettent trop peu de moyens en œuvre pour soutenir les locataires à bas revenus qui n'ont pas accès au logement social. Et pourtant, il est urgent que les pouvoirs publics régulent le prix des loyers pour éviter les prix excessifs et soutiennent la rénovation des logements existants ainsi que la construction de logements accessibles aux ménages à bas revenus.

Ce ne sont pas des campings sur les plages de Panama qu'on demande !



Malgré une augmentation, en 10 ans, de 58 millions d'utilisateurs de la SNCB, que constate-t-on ?

La fermeture de guichets et de gares, l'augmentation du prix du billet, la diminution du nombre d'accompagnateurs de trains, du personnel au service des voyageurs et la réduction de l'aide aux personnes handicapées.

Et peut-on encore parler de service public, alors que le gouvernement projette de réduire l'activité de la SNCB sur les lignes moins rentables ?

Des impôts justes sont une source de revenus indispensable pour les transports publics. Mais que faire quand on se trouve devant ce paradoxe : il faudrait épargner 3 milliards d'euro à la SNCB alors qu'on donne des milliards de réduction d'impôts aux entreprises privées afin d'enrichir surtout les actionnaires !



Si vous voulez passer vos vieux jours dans une maison de repos, il vous faut une coquette pension ou une fameuse poire pour la soif. En Wallonie, en moyenne, le séjour en maison de repos coûte 1.400 euros par mois. Or le montant moyen d'une pension est de 1.200 euros, ce qui veut dire que beaucoup doivent y renoncer !

Le prix du séjour en maison de repos a augmenté de 20% ces cinq dernières années !

Des soins de qualité à un prix abordable sont un droit inaliénable. Pourtant, aujourd'hui, trois quarts des personnes âgées n'ont pas de revenus suffisants pour se payer un séjour en maison de repos.

Une redistribution des revenus et une augmentation des petites pensions devraient être des priorités.



Nous préférons bien sûr ne pas fréquenter les hôpitaux.

Mais lorsqu'il le faut, nous désirons les meilleurs soins pour nous-mêmes, pour notre famille et pour nos amis.

La déclaration gouvernementale prévoit des économies de 2 milliards 800 millions d'euros sur toute la législature dans ce secteur. Ceci alors que notamment les soins aux handicapés, l'aide à la jeunesse, l'accueil de la petite enfance ont un besoin criant de financement.

Une fiscalité juste rendrait inutiles les économies dans les soins de santé.



Pour les parents, l'accueil de la petite enfance, c'est crucial. S'il y avait suffisamment de possibilités d'accueil, ils pourraient se consacrer à leur travail ou à leur formation le cœur léger. Malheureusement, il n'y a pas assez de places dans les crèches pour les enfants qui en auraient besoin.

Réduire les dépenses pour l'accueil de la petite enfance n'est plus tabou. La facture est refilée aux parents. Seuls les nantis pourront encore s'offrir une place de crèche, les autres n'auront qu'à tirer leur plan !

Allons-nous faire des économies sur le dos des tout petits ou allons-nous aller chercher l'argent là où il est ?

Comment ? Par la levée du secret bancaire fiscal et la mise en place d'un cadastre des fortunes.